LA LETTRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Décryptage bimensuel des débats par l'Agence SHAN

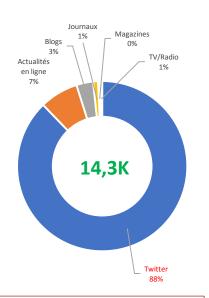




MENTIONS

14,3k mentions des EGAlim sur les réseaux sociaux et le web du 7 au 21 décembre 2017, dont **8,5k** mentions pour la seule journée de clôture.

+<u>261%</u> par rapport à la dernière quinzaine.



Comité de rédaction Shan :

Pauline Massa, Edouard de la Loyere, Amaury Bessard.

Contact: food@shan.fr

Numéro #12 du 22 décembre 2017 « Celui qui est arrivé au terme ne fait que commencer »

Les Etats Généraux de l'Alimentation se sont clôturés hier avec la restitution des débats et l'intervention du premier ministre. On peut retenir 5 mois de dialogue au sein de 14 ateliers pour lancer une dynamique visant à recréer de la valeur, à mieux la partager au sein de la filière et à se donner les moyens pour améliorer l'offre alimentaire. Les acteurs retiennent surtout le dépôt d'un projet de loi en Conseil des ministres dans les prochaines semaines, dont l'adoption se fera par ordonnances d'ici le mois de juin.

A court terme, une grande majorité d'acteurs impliqués se sont félicités de la méthode et de la dynamique des EGAlim. Les filières agricoles françaises se sont mobilisées et engagées dans des plans ambitieux d'amélioration qu'il faudra encore rendre possible par la volonté de chacun et le financement. Le résultat est évidemment plus mitigé car certains acteurs ne se sont pas sentis suffisamment écoutés à l'instar de certaines ONG. A cet égard, l'un des grands absents de la journée de clôture fut Nicolas Hulot. Il a indiqué ce matin dans Le Monde que le compte n'y était pas encore et que ce n'était pas le moment de conclure de son côté. Les débats se poursuivront donc d'une autre façon probablement.

Dans tous les cas, les problèmes fondamentaux de notre alimentation ne se règlent évidemment pas à coups de tables rondes et de discussions mais sur le terrain et à l'épreuve des faits. Notons que les EGAlim ont donné le « LA » à tous les acteurs et ont commencé à décloisonner les débats.

Toute l'équipe de l'agence Shan en charge de cette lettre espère que son contenu vous a été utile. Nous tenions à vous remercier pour votre lecture fidèle et vos nombreux retours positifs. Nous poursuivrons cette aventure éditoriale en 2018 pour suivre avec vous les conséquences législatives et aller à la rencontre des acteurs qui rendent possible, par leurs initiatives sur le terrain, la dynamique des Etats Généraux de l'Alimentation. D'ici là, nous vous souhaitons de passer de bonnes fêtes de fin d'année.

Amaury BESSARD
Directeur Agriculture & Agroalimentaire chez Shan



FOCUS: CLOTURE DES EGAlim

Les 10 points à retenir des annonces gouvernementales



- Dépôt d'un projet de loi dans les « *premières semaines de 2018* » en Conseil des ministres. Il sera adopté avant la fin du premier semestre 2018 par ordonnances.
- Augmentation du seuil de revente à perte de 10% sur les denrées alimentaires pour une durée expérimentale de deux ans.
- Encadrement des promotions : elles ne pourront plus être supérieures à 34% du prix normal et à 25% du volume annuel vendu. Durée expérimentale de deux ans également.
- 4 Modification du code rural pour y inclure un renversement de la contractualisation.
- Séparation entre le conseil et la vente des produits phytosanitaires dans les coopératives. Le calendrier d'élimination progressive des phytosanitaires, dont le glyphosate, sera précisé "au plus tard" à la fin du premier trimestre 2018.
- Renforcement des sanctions concernant le non-respect des règles du bien-être animal. Les ONG pourront se porter partie civile.
- Annonce d'un plan de développement de l'agriculture bio d'ici la fin du premier trimestre 2018. De 6,5% de la surface agricole du pays actuellement, le bio devrait augmenter à 15% en 2022. Objectif de 50% des produits bio dans la restauration collective d'ici la fin du quinquennat.
- Lutte contre le gaspillage alimentaire : obligation pour les cantines collectives et les industries agroalimentaires de donner leurs excédents alimentaires à des associations caritatives. Les distributions de bons alimentaires pour des produits frais seront encouragées.
- Un plan national nutrition-santé sera rédigé notamment pour lutter contre le surpoids qui affecte la moitié des adultes du pays; il sera articulé avec le PNNS. Le dispositif Nutriscore d'étiquetage alimentaire, récemment introduit, va être soutenu et étendu.
- 10 Travail sur l'attractivité des métiers de l'agriculture et la formation des agriculteurs.



FOCUS: CLOTURE DES EGAlim

Bilan chiffré & vidéo rétrospective*

5 mois de travail 14 ateliers nationaux, ayant réuni 700 participants

74 événements territoriaux 9 800 articles de presse sur la période





Les principales propositions retenues à l'issue des ateliers*

- Rénover les relations économiques entre les acteurs des filières agroalimentaires;
- Utiliser l'ensemble des possibilités d'actions par rapport au droit de la concurrence;
- Etablir des indicateurs de marché et des coûts de production par filière;
- Renforcer l'organisation collective de l'amont agricole;
- 5) Finaliser un plan d'action bioéconomie fin février 2018;
- Elaborer le volet agricole de la feuille de route de l'économie circulaire;
- Porter une ambition politique forte au niveau européen pour une future PAC;
- 8) Renforcer l'image de la France à l'international;
- 9) Veiller à l'équilibre des relations internationales;
- 10) Développer les signes de qualité et l'agriculture biologique;
- Réussir la transition écologique de l'agriculture française;
- Mettre en œuvre un plan pour la restauration collective en renforçant la place de l'alimentation dans les politiques locales;

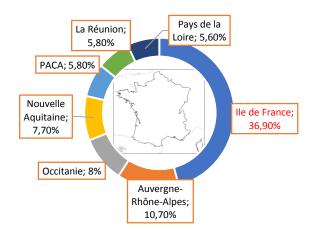
- Répondre aux attentes sociétales en matière de bien-être animal;
- 14) Mettre en œuvre une surveillance efficace pour identifier et évaluer les risques;
- Renforcer les moyens et les pouvoirs de contrôle et de sanctions de l'Etat;
- 16) Renforcer la coordination européenne dans la lutte contre les fraudes alimentaires;
- 17) Prendre en compte l'alimentation comme un déterminant majeur de la santé;
- Renforcer l'information générale du consommateur par une communication simple et positive;
- 19) Améliorer l'information du consommateur au moment de l'achat;
- Prévenir le gaspillage alimentaire et favoriser le don;
- Décloisonner la gouvernance de la politique de l'alimentation;
- 22) Favoriser les initiatives locales;
- 23) Renforcer l'attractivité des métiers agricoles et l'adéquation des formations aux besoins;
- 24) Réaliser les investissements transformants;
- 25) Soutenir la recherche et l'innovation.
 - Plus d'infos sur http://agriculture.gouv.fr



FOCUS: CLOTURE DES EGAlim

Que retenir de la consultation publique sur les EGAlim ?*









Top 5 des propositions les plus soutenues*

Issues des organisations

- la mise en place d'un étiquetage obligatoire du mode d'élevage et d'abattage pour tous les produits carnés, laitiers et ovoproduits
- 2) l'arrêt progressif des cages en élevage
- l'abrogation des textes de loi imposant les protéines carnées dans les écoles
- 4) la sortie du tout glyphosate
- une meilleure formation des médecins et des personnels de santé sur les liens entre alimentation végétale et santé

Issues des citoyens

- Proposer des alternatives végétales dans la restauration collective; promouvoir l'alimentation végétale VS viande
- Proposer un véritable plan de transition progressive vers l'agriculture biologique
- Inscrire dans la loi l'interdiction d'achat des productions agricoles en dessous du prix de revient
- 4) Retravailler le droit européen de la concurrence pour permettre la régulation dynamique des volumes
- Flécher les 5 milliards d'euros sur la transition agricole et alimentaire
 - Accéder au bilan complet de la consultation publique



LU, VU, ENTENDU







#EGalim "Les distributeurs ont signé la charte avec sincérité, mais aujourd'hui il y a une déconnexion entre ce qui se passe réellement dans les boxes de négociation et les engagements de la charte."

@CatherineChapal DG de l'ANIA





Retour sur la journée des conclusions #EGAlim en vidéo urlz.fr/6j4j "nous avons été entendus mais nous restons vigilants" @ChLambert FNSEA





[Clôture des #EGAlim]: @JacquesCreyssel assure que la Charte d'engagement va être appliquée par les #enseignes. « 94% de la croissance des ventes de la GD provient des #PME, ce n'est pas dans notre intérêt de les affaiblir » #négo2018 @la_feef





[Clôture des #EGAlim] Une feuille de route ambitieuse qui ne doit pas faire oublier l'essentiel : le partage et la création de valeurs pour assurer rapidement un meilleur revenu pour les agriculteurs et le respect des engagements de la charte.





EGALim: Ce nouveau code de la route des pratiques commerciales se trompe sur le SRP. Les promesses de restrictions des promotions sont timides (les GMS vont se ruer sur le 2 achetés et 1 offert!) et la meilleure répartition de la valeur ajoutée attendra le bon vouloir des GMS...





Absence de @N_Hulot jeudi aux Etats généraux de l'alimentation ? "C'est quelqu'un de très exigeant. Sans doute craignait-il des annonces insuffisantes mais pour moi elles ont été globalement dans le bon sens", juge @moreaujb23 #PolMat





Sur les États Généraux de l'Alimentation, je mets un 5! #EGalim #CulturAlim





Fin des #EGAlim quatre participants ont accepté de livrer leurs sentiments à Alimentation Générale. Entre vigilance, découragement et optimisme @DGarbous @FleuryMichon @RACFrance @GreenCrossInt @ruchequiditoui @ChLambert_FNSEA @camillelab @N_Hulot alimentation-generale.fr/politique/clap ...





Les défis qui sont devant nous ne relèvent pas d'un métier, d'une filière, d'un acteur mais de chacun d'entre nous. Nous avons tous - agriculteurs, grande distribution, consommateur, ONG, industriels collectivement, une partie de la réponse. #EGAlim





@genefutures comprend le mécontentement de @N_Hulot par rapport aux #EGAlim . #Soutien lafranceagricole.fr/actualites/ges



LU, VU, ENTENDU



Suivre

Sur le suivi des EGA, réunions plénières en juin et décembre 2018 puis une fois par an. S.Travert #EGAlim



Suivre

#EGAlim Annonces sur #bienetreanimal par @StTRAVERT: quels moyens, quel calendrier et quelle réelle ambition derriere ces propositions?





@FNEasso attend des engagements concrets sur les phytos. Vont être très vigilants sur les suites des #EGAlim



Suivre

Beaucoup de bruit pour rien! Ces #EGAlim étaient de toute façon partis ... de Travert!



Suivre

Environnement, qualité : Pschitt ! Les Etats généraux de l'Alimentation ne parleraient-ils que des prix ?

facebook.com/MELeclerc/phot ... #EGAlim

« On a assez peu parlé de communication lors de ces EGAlim. Or l'image du secteur alimentaire est trop souvent associée aux crises et polémiques qui surgissent. La communication doit également servir à mettre en avant les évolutions et les initiatives positives de notre secteur. »

Claude Cochonneau, président de l'APCA, (journée de clôture des EGAlim;



Suivre

Live #EGAlim, en 1er dans le top 10 des solutions proposées par les citoyens : « Proposer des alternatives végétales dans la restauration collective ; promouvoir l'alimentation végétale afin de réduire progressivement la consommation de viande



Suivre

#EGalim Clôture des États généraux de l'alimentation, @StTRAVERT précise 3 objectifs :

- souveraineté alimentaire FR
- des choix alimentaires favorables pour la santé et respectueux de l'environnement
- réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et durable





Dans les négociations commerciales actuelles , la distribution ne respecte pas la charte de bonne conduite . Les vieux réflexes sont revenus , on fait pression sur les producteurs et les transformateurs ! @ChLambert FNSEA



Suivre

Les ONG de protection de l'environnement s'inquiètent de l'absence de @N_Hulot à l'événement de clôture des #EGAlim. Les annonces prévues pour la transition agroécologique annoncée seraient loin des attentes.



Suivre

En réponse à @MinSoliSante @agnesbuzyn et 3 autres

Les **#egalim** ont ainsi rappelés la nécessité d'agir, en premier lieu, sur l'information et la qualité nutritionnelle des produits alimentaires, par la promotion du « **#nutriscore** »



Suivre

@jomielcarek @L214 «Le projet du président [d'interdire la vente des œufs de poules en batterie] ne fait qu'acter une situation déjà acquise. Ce qu'on demande, c'est qu'il aille plus loin, et de façon cohérente» (19/12 à partir de 42')



BRÈVES & INDISCRÉTIONS

21/12. Quelques verbatims du discours De clôture des EGAlim du Premier ministre

- « Ces Etats généraux ont montré que vous étiez de bons, de très bons citoyens. »
- « Avec de la transparence et de la pédagogie, le secteur est capable de rassurer les consommateurs, le cas du fipronil cet été en est une illustration. Il y a quelques années, ce type de crise aurait été beaucoup dure à surmonter. »
- « Tout le monde a une partie de la réponse, il faut maintenant assembler les pièces du puzzle. »
- « La charte, je la prends très au sérieux, elle a le mérite d'exister et tout le monde l'a signée. Elle est précise et concrète. On y parle des sujets qui fâchent, sujets qui sont devenus des objectifs communs. C'est plus qu'une charte, c'est une stratégie. »
- « Le gouvernement réunira le groupe de travail sur les négociations commerciales pour voir comment elles se passent et nous prendront en compte les retours dans l'élaboration du texte de loi à venir. »
- « La confiance, ça se construit, on va vite voir qui jouera le jeu et qui ne le jouera pas. » Revoir le discours du Premier ministre

19/12. Nouvelle opération de contrôle des étiquettes conduite par la FDSEA

Une quinzaine d'agriculteurs de la FDSEA des Pyrénées-Atlantiques ont récemment investi un magasin Promocash pour contrôler l'origine de la viande vendue chez les grossistes. Leur constat est sans appel, pour la majorité de la viande, l'origine française n'est pas garantie, malgré la mention "transformé en France".

Plus d'infos sur le site de France Bleu Béarn.

12/12. Insee : Les chiffres prévisionnels 2017 de l'agriculture.

Selon les comptes prévisionnels 2017 publiés par l'Insee, la production agricole en France se redresse (+2,4%) en raison du volume produit. Parmi les chiffres, une production du lait en augmentation et une production végétale qui croit légèrement. Par ailleurs, les charges des agriculteurs se réduisent et ce depuis quatre ans bien que l'emploi agricole ne cesse de décroitre.

Plus d'infos sur le site de l'Insee

18/12. La FNSEA annonce la création d'une commission de dialogue entre les agriculteurs et la société civile.

Christiane Lambert a décidé d'initier un groupe de dialogue ayant pour objectif de rapprocher les points de vue entre les agriculteurs et la société civile sur le sujet du bien-être animal.

Selon la présidente du syndicat : « nous voulons passer d'un climat de défiance à un climat de confiance entre nous et les consommateurs ». Le comité regroupera des personnes variées telles que des agriculteurs, des philosophes, des ONG ou des sociologues. Si WWF est convié aux discussions, ce n'est pas le cas de l'association L214. Christiane Lambert conclut que « Nous avons fait des progrès dans le bien-être animal et nous voulons le faire savoir ».

Plus d'infos sur le site du Figaro.

21/12. Les deux écueils qui menacent les EGAlim

D'après Ouest-France, deux risques menacent le travail collectif mené lors des EGAlim: 1) la compatibilité de la future loi avec le droit de la concurrence 2) l'intégration du coût de production dans les prix agricoles qui risque de pousser les industriels à s'approvisionner davantage à l'étranger.

Plus d'infos sur le site de Ouest-France

20/12. Le courrier de la Confédération Paysanne adressé à Emmanuel Macron.

Dans un courrier adressé au président de la République, la Confédération dénonce la « fracture entre les deux chantiers des Etats généraux de l'alimentation ». Le syndicat se dit très inquiet de « l'écart entre les actes politiques et le discours » et tient à rappeler l'objectif principal des EGA concernant la « juste rémunération des paysans ».

Par ailleurs, les interprofessions sont accusées de « bafouer » le pluralisme syndical, de « décrédibiliser » les attentes sociétales ainsi que de ne pas prendre en compte la rémunération paysanne dans la construction des plans de filière.

Plus d'infos sur le site d'Agrapresse.

18/12. La FNE demande au gouvernement d'assurer une cohérence dans l'après EGAlim.

Au regard des nombreux sujets traités pendant les Etats Généraux l'alimentation, l'association France Nature Environnement réclame "l'assurance qu'après ces annonces, on aura un deuxième temps en janvier où on travaillera la cohérence entre les conclusions des Etats généraux et les différentes actions que (le gouvernement) va mettre en place » . Pour Camille Dorioz, chargé de mission chez FNE, l'objectif est avant tout de « trouver une cohérence » entre les mesures législatives, les plans de filières récemment transmis et les diverses actions des ministères.

Plus d'infos sur le site du Point.

13/12. La France en tête de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Selon le rapport 2017 du Food Sustainability Index, la France « *gâche moins de 2% de sa production alimentaire annuelle totale* » et se hisse à la première place du podium. Ces chiffres s'expliquent notamment par la loi interdisant aux supermarchés de jeter des denrées alimentaires proches de leur date de péremption et exigeant que ces produits soient distribués aux œuvres caritatives et aux banques alimentaires.

<u>Plus d'infos</u> sur le site de la Dépêche du Midi.

19/12. Les EGA ont-ils mise de côté la quantité au profit de la qualité ?

Pour Gérard Matheron, administrateur du Think Tank Saf'agr'iDées et président du CIRAD, les débats ont délaissé le thème de la compétitivité du modèle agricole, pourtant étroitement lié à la mise en place d'une production alimentaire de meilleure qualité : « Parler de qualité de l'alimentation sous tous ses aspects ne doit pas occulter la question tout autant cruciale de la quantité ». Gérard Matheron questionne la viabilité d'une agriculture axée sur la qualité : permettra t-elle de répondre quantitativement à la consommation des français ?

Plus d'infos sur le site de Saf'agr'iDées



LES PLANS DE FILIERES

20/12. Stéphane Travert « satisfait » par les plans de filière

A l'occasion d'un point presse en amont de la journée de clôture des EGAlim, le ministre de l'Agriculture s'est déclaré « satisfait » de la trentaine de plans de filière reçus (cidre, viande, céréales etc.). Même si « il reste des choses à préciser, les filières se sont mises en mouvement ». L'ensemble est « encourageant » selon lui. Prochaine étape, la réception des interprofessions à l'Elysée par le président de la République en début d'année 2018. D'après les informations d'Agrafil, les modalités de ces rencontres ne seraient pas encore définies

Plus d'infos sur le site de l'AGPB

07/12. La filière caprine vise l'horizon 2022.

Le plan de filière transmis au gouvernement propose deux objectifs principaux : « maintenir le niveau de 20% de fabrications fermières sur le total des fabrications » et augmenter les ventes d'AOP chèvre de 2% par an pour atteindre +10% en 2022. En revanche, les propositions ne mentionnent aucun objectif concernant le bio. En France, ce sont 5,7 millions de litres de lait bio qui sont livrés sur les 465 millions au total.

<u>Plus d'infos</u> sur le site de la Volonté paysanne.

19/12. Interfel dévoile le plan de filière fruits et légumes frais.

L'interprofession a présenté les 6 axes prioritaires de son plan de filière : 1) mettre en place une contractualisation opérationnelle, 2) développer les signes officiels de qualité, 3) réduire l'usage des produits phytosanitaires jusqu'à -50% d'ici 2030, 4) répondre à l'objectif de santé publique et d'éducation alimentaire, 5) investir collectivement dans le « développement de l'offre française » et « renforcer la recherche et l'innovation ». D'ici 5 ans, Interfel espère aboutir à 50% production sous certification environnementale et 25% sous signe de

Consulter le plan de filière de l'Interfel

15/12. La filière laitière présente son plan de filière : « France Terre de Lait »

Le document qui présente une trentaine d'engagements a été approuvé par le Conseil d'administration du Cniel le 12 décembre dernier. Le plan a pour ambition de « définir un cadre interprofessionnel qui crée des conditions de négociations commerciales plus transparentes, réactives et équitables », « créer un socle de référence, le standard de haute qualité du lait et des produits laitiers, exprimant l'excellence française », ainsi qu' « offrir aux consommateurs des produits laitiers diversifiés et conformes à leurs attentes par le biais de segmentations clairement identifiables ».

Consulter le plan de filière lait

08/12. La filière céréalière monte en gamme.

L'innovation est au cœur de la stratégie du secteur céréalier qui souhaite gagner en compétitivité, limiter l'impact sur l'environnement et mieux répondre aux attentes des consommateurs. La concurrence de plus en plus forte de l'Ukraine et de la Russie sur le marché méditerranéen questionnent la filière sur sa capacité à se recentrer sur le marché intérieur avec une montée en gamme notamment sur le bio.

<u>Plus d'infos</u> sur le site de la France Agricole

20/12. Inaporc et la Fict mise sur une « nouvelle segmentation » dans leur plan de filière.

Leur plan de filière propose de créer une nouvelle segmentation intitulée « charte collective » et qui se positionne entre le standard et les labels. Bien qu'elle ne soit encore définie, elle pourrait comprendre une production « sans OGM » et « sans antibiotique ». Inaporc et la Fict espèrent que cette segmentation représentera 15% de la production d'ici 5 Pour finir. l'interprofession souhaiterait s'inscrire dans une démarche RSE en développant des labels (bio, label rouge, AOP).

Plus d'infos sur le site de Terra.

07/12. 10 points clés à retenir pour la filière bovine.

En livrant son plan de filière, Interbev souhaite encourager la consommation de viande en France tout en répondant au mieux aux attentes des consommateurs et en respectant une rémunération juste des différents maillons de la chaîne. Parmi les mesures clés, la montée en gamme de la filière avec une offre de viande bovine Label Rouge représentant 40% de l'offre d'ici 5 ans. L'interprofession propose également de doubler la production de viande bio dans les 5 prochaines années. Enfin, Interbev souhaite davantage segmenter l'offre en viande bovine pour mieux informer le consommateur avec d'un côté une offre garantissant un niveau de qualité standard et de l'autre, une offre Label Rouge, avec production respectueuse l'environnement et du bien être animal. Consulter le plan de filière de l'Interbev

12/12. Le Cniv réclame une clarification sur la place du vin dans la société.

Avant de transmettre son plan de filière, le secteur viticole par le biais du Comité national des interprofessions viticoles, demande au gouvernement de clarifier sa position sur le vin, qui ferait l'objet d'une « stigmatisation » par le ministère de la Santé. Pour Jean-Marie Barillère, président du Cniv, « Nous sommes face à une difficulté majeure : comment envisager l'avenir de notre filière, alors que dans le même temps, la place du vin au cœur de la société française est remise en cause ? ».

Selon Agrapresse, le plan de filière devrait prévoir d'ici 3 ans, une diminution « des herbicides chimiques sur 50% de la surface viticole ».

Plus d'infos sur le site de vitisphere.

12/12. Un délai supplémentaire accordé à la filière foie gras.

Selon la directrice générale du Ci Fog Marie-Pierre Pé, la filière devrait proposer son plan courant janvier 2018, expliquant que « nos entreprises sont en plein travail pour sauver la saison ». A date, l'interprofession a déclaré ne pas avoir échangé avec la grande distribution.

Plus d'infos sur le site de Ouest-France



REVUE DU WEB

Au cœur des conversations

Alimentation

Edouard Philippe Agriculture

Emmanuel Macron

Stéphane Travert Agriculteurs Elevage
Producteurs Consomm
#Stop Cages
Nicolas Ho
Etats Généraux

#EGALIM

Top articles



Etats généraux de l'alimentation : pour Nicolas Hulot, « le compte n'y est pas »

Le ministre de la transition écologique et solidaire n'a pas participé à la séance de clôture du grand rendezvous du monde agricole...

Lire l'article



L'alimentation selon Macron: une dose de communication, un soupçon d'ambition et des incohérences en quantité

Emmanuel Macron a fixé un cap pour sa politique agricole à commencer par une loi garantissant un revenu pour les paysans.

Lire l'article



Le plan d'Édouard Philippe pour en finir avec la guerre des prix en hypermarchés

EXCLUSIF - Le premier ministre prépare une loi interdisant les prix abusivement bas, limitant les promos à 34 % et relevant de 10 % le seuil de revente à perte.

Lire l'article

La France Agricole

États généraux de l'alimentation, Tout reste à faire!

Le gouvernement clôture ce mardi les États-généraux de l'alimentation, ouverts cet été. Les ateliers ferment, mais les chantiers restent ouverts.

Lire l'article

SHAN, Agence conseil en communication stratégique

La confiance constitue le capital le plus précieux à votre action. Elle est le résultat d'une gestion optimale de votre réputation et d'un jeu de dialoque, d'influence et d'engagement avec vos parties-prenantes. Shan a ouvert une expertise dédiée aux acteurs de l'alimentation pour vous accompagner dans vos projets de communication et d'influence. #Réputation #Crise #Finance #Digital #PR #Corporate

Contact: food@shan.fr / www.shan.fr

Abonnement gratuit sous réserve d'acceptation par l'agence Shan : inscription / Se désinscrire : désinscription

